

Légation de Suisse

Rome, le 4 janvier 1919.

en
I t a l i e.

R a p p o r t P o l i t i q u e N ° I.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

L'année a commencé par une petite crise ministérielle.

Le Ministre socialiste Bissolati qui représente le parti socialiste au sein du Cabinet et qui l'a soutenu jusqu'ici très ouvertement dans la guerre, multipliant ses voyages au front et ses discours belliqueux dans les assemblées de son parti, a donné brusquement sa démission. C'est le conflit yougo-slave qui est la cause de cette décision. M. Bissolati trouve que la politique du Gouvernement est par trop conquérante et qu'il s'éloigne du programme proclamé au début de la guerre. Il s'alarme des luttes probables que cette politique fera naître entre Italiens et Slaves. Il étend sa désapprobation, paraît-il, à toute la politique de l'Entente. C'est pourquoi on n'a pas réussi à le faire revenir de sa décision. Il est parti et a été immédiatement remplacé par un autre socialiste M. Bonomi.

Cette crise montre que c'est dans le parti socialiste, que les idées de M. Wilson sur le droit des peuples, sont le plus respectées. Comme je vous l'ai dit à maintes reprises, c'est dans le parti socialiste seul que l'on rencontre une opposition nettement caractérisée contre le nationalisme impérialiste du parti dirigeant. Quant aux Giolittiens, ils n'osent plus se manifester de peur de passer pour germanophiles ou pour antipatriotes. Mais ils ne désarment pas pour cela.

En circulation
9.1.19.



2.

J'étais assis, hier soir, au banquet de la Cour en l'honneur de M. Wilson, à côté d'un des membres les plus influents du Ministère Giolitti, un de ceux qui fut le plus conquis au moment de la déclaration de guerre. Il a prononcé des critiques très vives à l'égard de la politique actuelle. Au sujet du discours impérialiste de Clémenceau il m'a dit : " le moment viendra où nous regretterons d'avoir trop battu nos ennemis car nous en aurions besoin pour nous défendre contre nos amis actuels. " A propos des Yougo-Slaves il m'a dit encore " l'appétit vient en mangeant, mais aussi l'indigestion".

Pour le moment, la question de l'Adriatique paraît devoir se résoudre de façon tout à fait favorable à l'Italie, comme le prouvent les récents articles de grands journaux français et les discours échangés à Paris à l'occasion du voyage du Roi. Il est maintenant certain que la France, l'Italie et l'Angleterre, se garantissent les unes aux autres les résultats de cette guerre. On n'a pas consulté pour cela le président Wilson. On se borne à le couvrir de fleurs. On sait bien qu'il n'a pas les moyens de s'opposer aux accords intervenus entre les puissances victorieuses. Ses idées sur la Société des Nations sont accueillies avec des sourires aimables, mais aussi avec le plus profond scepticisme. Tous les milieux dirigeants y sont nettement hostiles. Cependant cette semence germera peut-être dans l'esprit des masses car ces idées répandent à leurs espérances, c'est ce qui donne à la démission de M. Bissolati une signification intéressante.

Nous avons sous les yeux une première ébauche de la Société des Nations dans la façon dont les fêtes pour la venue de M. Wilson ont été organisées. Les représentants des petits Etats ont été invités comme les autres aux manifestations en l'honneur du président, mais aucun d'eux n'a été admis à l'approcher, pas même le Belge, ni le Portugais, ni le Roumain, ni le Serbe, Etats

Trop noir 2

3.

Alliés. Le président a été accaparé tout entier par les Ambassadeurs des grandes Puissances et par les Ministres d'Etat italiens.

Dans les discours qu'il a prononcés hier à la Chambre des Députés, à l'Université, au banquet de la Cour, le président est revenu avec insistance sur l'idée qui lui est chère. Il a même dit qu'il était nécessaire de résoudre par l'amitié et par la justice les questions qui divisaient les peuples, et que tous les peuples, sans exception, devaient faire partie de la Société des Nations. Ces paroles ont été accueillies avec une déférence respectueuse. On se dit bien que dans quelques semaines le président sera reparti et que dans quelques mois on ne parlera probablement plus de ses nobles projets.

Les journaux vous auront renseigné abondamment sur ces jours de fête. Je tiens à dire que le président a produit l'impression la plus sympathique.

J'ai été, suivant l'usage, présenter aux Souverains les voeux de nouvelle année du Conseil Fédéral. A cette occasion, le Roi m'a parlé des ravages commis par les Autrichiens dans les forêts italiennes et des difficultés de l'Italie au point de vue du bois de chauffage et du charbon.

La Reine mère m'a chargé d'exprimer ses remerciements et ses voeux au Gouvernement Fédéral.

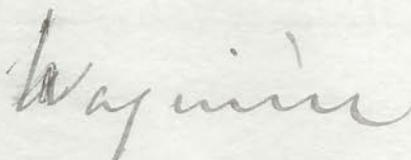
Le Président du Conseil m'a dit qu'il avait eu la preuve que les bolchévistes avaient projeté de porter la révolution en premier lieu en Italie et en Espagne. La victoire du Piave est venue entraver leurs desseins; c'est alors qu'ils se seraient jetés sur la Suisse. Le président m'a encore rappelé le procès d'Alexandrie et son heureuse solution. Il a été très amical. Quant aux suggestions qu'il aurait faites à M. Clémenceau au sujet du

4.

Tessin, suivant le télégramme que j'ai reçu de vous, je n'en ai rien entendu. C'est à Paris qu'on pourra le mieux contrôler la vérité de ce récit. Je vous rappelle seulement qu'au mois d'octobre dernier, M. Orlando m'avait demandé ce que nous penserions en Suisse de l'acquisition de la partie allemande du Tyrol méridional: il est évident que dans certains milieux, comme j'ai déjà eu l'occasion de vous le dire, on s'est imaginé que nous pourrions admettre une rectifications de notre frontière du sud contre des compensations. Mais ce sont là des idées en l'air et qui n'ont pris aucune forme concrète. Nous ne devons, toutefois, perdre aucune occasion d'affirmer notre résolution de maintenir l'indépendance et l'intégrité absolues de notre pays.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse en Italie:



P.S.

M. Orlando m'a félicité vivement de la façon énergique et rapide dont le Gouvernement fédéral avait fait front contre le danger bolchéviste.